

d'hui, elle te rationne par la *déflation*, demain ce sera par la *dévaluation* (c'est-à-dire l'inflation).

Ouvrier, paysan, fonctionnaire, petit commerçant, retraité, ancien combattant, les capitalistes t'imposent ces souffrances sous le prétexte de difficultés monstres. Tu n'as pas à les croire sur parole, tu dois te méfier de leurs déclarations. Ils ont fait faillite; pour voir clair dans la situation, pour trouver une issue à ton sort, lutte pour

LE CONTROLE OUVRIER ET PAYSAN SUR LES BANQUES, L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

L'actionnaire parasite a le droit de savoir comment fonctionne l'entreprise qui l'enrichit. Mais l'ouvrier, le producteur exploité, n'a qu'à obéir et se taire : il n'est qu'une partie de l'outillage.

Les travailleurs veulent connaître toutes les pièces de la machine. Eux seuls peuvent juger son fonctionnement. A l'autorité capitaliste des directions, imposons le contrôle implacable des travailleurs.

Les comités d'usines, les comités de paysans, les comités de petits fonctionnaires, d'employés, pourraient très facilement, avec l'aide de techniciens honnêtes, d'ingénieurs, de comptables dévoués au peuple travailleur, démêler les rapines que dissimulent les « secrets commerciaux », des exploiters. C'est par ce moyen qu'il faut instaurer le CONTROLE PUBLIC SUR LES BANQUES, L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE.

Notre Programme

Tu veux du pain ? Pour cela il faut lutter pour une série de mesures portant atteinte au capitalisme et à ses profits. Nous soumettons le programme suivant brièvement commenté :

I. — PROGRAMME POUR LES OUVRIERS

a) SEMAINE DE 40 HEURES, AUGMENTATION DES SALAIRES. Le contrôle démontrerait que le niveau des forces productives permet la réduction de

la journée de travail. Augmentation des salaires, au détriment des magnats du Comité des Forges et du Comité des Houillères, des Finaly, des Schneider et des Stavisky de grande envergure, et à l'avantage matériel et moral du peuple travailleur.

b) ASSURANCES SOCIALES (et en premier lieu l'assurance chômage) véritables. Congé annuel d'un mois au minimum. Retraite permettant de vivre à partir de 50 ans.

c) A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL, Abolition de la sur-exploitation imposée aux femmes, aux jeunes, aux immigrés et aux coloniaux.

d) POUR LES TRAVAILLEUSES, mêmes salaires et mêmes droits que pour les travailleurs. Protection de la maternité avec congés supplémentaires.

e) POUR LES JEUNES. Salaire égal à celui des adultes. Prolongation de la scolarité et apprentissage aux frais de la collectivité. Mesures d'hygiène spéciales.

f) SUPPRESSION DE TOUTE LEGISLATION PARTICULIERE POUR LES TRAVAILLEURS ETRANGERS ET COLONIAUX.

II. — LA NATIONALISATION DES BANQUES DES INDUSTRIES-CLES, DES ASSURANCES, DES MOYENS DE TRANSPORT

Actuellement, ce sont les Banques qui dirigent et contrôlent effectivement toute l'économie du pays. Mais si le peuple travailleur s'empare des banques et commence à diriger par leur intermédiaire l'industrie, les transports, le commerce, le niveau général de vie pourra être immédiatement augmenté.

La nationalisation des banques, de la grande production, des transports et assurances, est la condition préalable d'une économie dirigée vers le bien-être des grandes masses travailleuses, du peuple tout entier.

Non seulement les petites entreprises seraient laissées libres, mais les travailleurs ayant nationalisé les grandes entreprises pourraient leur venir en aide. L'économie dirigée, appuyée sur les immenses richesses accumulées par les banques, trusts, sociétés anonymes, etc., permettrait d'établir un plan de production et de distribution qui offre aux petits producteurs